

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur

Arrêté du 16 octobre 2018

**portant ouverture d'un concours externe de capitaine de sapeurs-pompiers professionnels
au titre de l'année 2018**

NOR : INTE1828259A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2016-2008 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2017-142 du 6 février 2017 fixant les modalités d'organisation des concours et de l'examen professionnel prévus aux articles 5 et 13 du décret n° 2016-2008 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants et lieutenants-colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'arrêté du 15 juin 2017 relatif aux programmes des concours et de l'examen professionnel prévus aux articles 5 et 13 du décret n° 2016-2008 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants et lieutenants-colonels de sapeurs-pompiers professionnels,

Arrête :

Article 1er

Un concours externe de capitaine de sapeurs-pompiers professionnels prévu à l'article 5 du décret n°2016-2008 susvisé est organisé au titre de l'année 2018.

Il aura lieu selon les modalités suivantes :

- épreuves écrites d'admissibilité : à partir du 1^{er} mars 2019, en Ile-de-France, Corse et Outre-mer ;
- épreuves physiques et sportives d'admission : à partir du 1^{er} mai 2019 en métropole et en Outre-mer ;
- épreuves orales d'admission : à partir du 1^{er} juin 2019 en Ile-de-France.

Article 2

Peuvent faire acte de candidature les candidats titulaires, au 1^{er} janvier 2018, d'une licence ou d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II.

Peuvent également faire acte de candidature les candidats titulaires, au 1^{er} janvier 2018, d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées à l'article 6 du décret du 13 février 2007 modifié susvisé.

Article 3

Le dossier de candidature devra comporter les documents suivants :

- une copie d'une licence ou d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II ;
- un curriculum vitae ;
- un certificat médical de non contre-indication à l'exécution des épreuves sportives délivré par un médecin ;
- un document attestant de la nationalité française du candidat ;
- pour les candidats ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, sont requis, notamment :
 - 1° L'original ou la photocopie lisible du certificat de nationalité émis par le pays d'origine ou tout autre document authentique faisant foi de la nationalité dans le pays d'origine dont la traduction en langue française est authentifiée ;
 - 2° Une attestation sur l'honneur de leur position régulière au regard des obligations de service national de l'Etat dont ils sont ressortissants.
- une attestation de la position régulière au regard des obligations du service national ;
- un certificat sur l'honneur signé par le candidat attestant de l'exactitude des renseignements fournis et précisant que toute déclaration inexacte peut lui faire perdre le bénéfice de son éventuelle admission au concours sur le modèle en ligne sur le site du ministère de l'intérieur ;

Article 4

Le nombre total d'inscriptions possibles sur la liste d'aptitude établie au titre du concours externe de capitaine de sapeurs-pompiers professionnels pour 2018 est de 162 postes.

Article 5

Les personnes qui souhaitent faire acte de candidature à ce concours doivent :

- soit procéder à leur préinscription sur le site du ministère de l'intérieur, à l'adresse suivante : « www.interieur.gouv.fr », **du 19 novembre 2018 au 10 décembre 2018 minuit**, heure de Paris. Les candidats devront ensuite compléter leur dossier d'inscription avec les pièces justificatives demandées et faire parvenir l'ensemble au ministère de l'intérieur, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, direction des sapeurs-pompiers, sous-direction de la doctrine et des ressources humaines, bureau des sapeurs-pompiers professionnels, place Beauvau, 75800 PARIS cedex 08.

- soit adresser une demande de dossier de préinscription, accompagnée d'une enveloppe affranchie au tarif en vigueur pour une lettre prioritaire (d'un poids de 20g à 100g) et libellée à l'adresse du candidat (format A4 21x 29.7cm). Cette lettre sera transmise par courrier postal au ministère de l'intérieur (direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, direction des sapeurs-pompiers, sous-direction de la doctrine et des ressources humaines, bureau des sapeurs-pompiers professionnels, place Beauvau, 75800 PARIS cedex 08) **au plus tard 10 décembre 2018** (le cachet de la poste faisant foi). Les candidats devront ensuite compléter et envoyer leur dossier d'inscription avec les pièces justificatives demandées.

Les dossiers de candidature complets devront être retournés **au plus tard le 20 décembre 2018**, le cachet de la poste faisant foi.

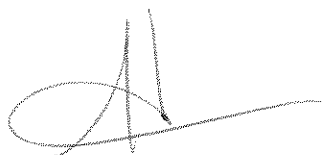
Tout dossier sera rejeté si la procédure décrite ci-dessus n'est pas respectée ou si le dossier est incomplet ou transmis hors délai.

Article 6

Le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

16 OCT. 2018



Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de la doctrine et des ressources humaines,
M. LARREDE